



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Etats-Unis

Rachat de Warner par Paramount pour 111 milliards de dollars
Un nouveau géant des médias est en marche ! Le rachat de Warner Bros Discovery par Paramount Skydance, approuvé par le ministère ... • (Page 08)

Consommation

Le commerce en ligne transforme-t-il durablement les habitudes ?
Du smartphone au panier d'achat, le commerce en ligne s'est imposé dans le quotidien de millions de consommateurs... • (Page 09)

Vie associative

L'Association des Femmes Chefs d'Entreprise du Togo fête son jubilé d'argent

• (Page 03)



Exposition-vente

Scoops Foodies 228 met le savoir-faire féminin togolais à l'honneur
À travers une exposition-vente organisée les 11 et 12 juin au Port Autonome de Lomé, la coopérative Scoops ... • (Page 02)

Togo

Une nouvelle stratégie de transformation économique et sociale
Réunis à Djamdè sous la conduite du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, les membres du gouvernement ont poursuivi ... • (Pages 05)

Banque de développement Shelter Afrique affiche une croissance de 20 % de sa rentabilité

La Banque de développement Shelter Afrique (ShafDB) a annoncé de solides résultats financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, soulignant les progrès ... • (Page 06)

BOAD Development Days 2026

• (Page 04)



Luc Gnacadja plaide pour une finance climatique plus proche des territoires

HARC

Rappel à l'ordre sur le contrôle préalable des contenus publicitaires
La Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (HARC) a rappelé aux producteurs, diffuseurs et agences ... • (Page 11)



FIFE UEMOA
WEST AFRICA ECO FORUM
FORUM INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
Siège : Sikécodji Zone Résidentielle, carré 831, 06 BP 1152 COTONOU
Email: platformemediasuemoa2023@gmail.com / Site internet: https://pdm-uemoa.com/
Tél : +229 0197096417 / +225 46 83 79 52 / +226 70 25 10 24

SOIRÉE DE GALA
PRIX UEMOA DU MEILLEUR JOURNALISTE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
SENEGAL - DAKAR, 24-25 & 26 JUIN 2026

Exposition-vente

Scoops Foodies 228 met le savoir-faire féminin togolais à l'honneur

À travers une exposition-vente organisée les 11 et 12 juin au Port Autonome de Lomé, la coopérative Scoops Foodies 228 a démontré le potentiel de la transformation locale comme levier de création de richesse et d'autonomisation économique des femmes.

● Dieudonné Amouzouvi

Une vitrine du « Made in Togo » au cœur du Port de Lomé. Les locaux de la Direction du Conditionnement des Produits (DCP), situés au sein du Port Autonome de Lomé, ont accueilli les 11 et 12 juin une exposition-vente consacrée à la promotion des produits transformés localement. Organisée par la coopérative Scoops Foodies 228 avec l'appui du Comité de Coordination des Filières Café et Cacao, cette rencontre a permis de mettre en lumière le dynamisme des femmes entrepreneures togolaises engagées dans la valorisation des ressources nationales. Pendant deux jours, visiteurs, partenaires et agents du Port ont découvert une diversité de produits issus de la transformation agroalimentaire locale. Farines enrichies, jus naturels, épices, tisanes, miels, cosmétiques naturels, céréales transformées et autres spécialités du terroir ont illustré le potentiel de l'agriculture togolaise lorsqu'elle est associée à l'innovation et à la création de valeur.

Des femmes entrepreneures engagées pour la consommation locale



Consommation locale

Pour la présidente de Scoops Foodies 228, Kpanté Nathalie, cette initiative répond à une ambition claire : rapprocher les producteurs des consommateurs tout en renforçant la visibilité des produits locaux. La coopérative regroupe actuellement dix-sept femmes entrepreneures actives dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la cosmétique naturelle et de l'artisanat. Leur objectif est de conquérir davantage le marché national avant de se positionner progressivement sur les marchés internationaux. Au-delà de la commercialisation, ces femmes portent une vision économique fondée sur la transformation locale des matières premières. Dans un environnement où les produits importés occupent encore une place importante, elles entendent démontrer que les ressources togolaises peuvent être transformées

selon des standards de qualité capables de satisfaire les consommateurs les plus exigeants.

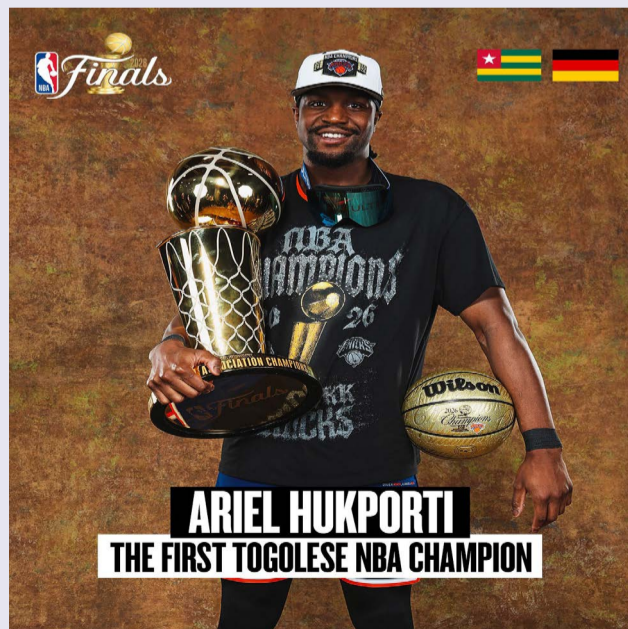
Offre diversifiée au service du bien-être

L'exposition a également permis de découvrir l'étendue de la gamme développée par les membres de la coopérative. Les produits proposés couvrent différents besoins alimentaires et nutritionnels. Parmi eux figurent des farines infantiles enrichies, des farines sans gluten adaptées aux personnes diabétiques ou hypertendues, des jus naturels, des épices locales, des liqueurs aux propriétés thérapeutiques ainsi que diverses préparations alimentaires issues de la transformation locale. Cette diversité témoigne de la capacité des entrepreneures togolaises à innover tout en répondant aux préoccupations croissantes liées à la santé, à la nutrition et à la qualité des produits consommés.

Partenariat stratégique avec le CCFCC

L'initiative a bénéficié du soutien du CCFCC, engagé depuis plusieurs années dans la promotion de la transformation locale et de la consommation des produits nationaux. Selon Kokou Guidikossi, cet accompagnement s'inscrit dans la mise en œuvre de l'axe stratégique consacré au développement de la transformation des produits agricoles et à la promotion de la consommation locale. Pour le responsable, les expositions-ventes constituent un moyen efficace de rapprocher les producteurs du public, de faire connaître les produits transformés localement et de favoriser leur adoption progressive par les consommateurs.

Image du jour



ARIEL HUKPORTI
THE FIRST TOGOLESE NBA CHAMPION

● Ariel Hukporti devient le premier champion NBA d'origine togolaise. Représentant l'Allemagne sur la scène internationale tout en portant fièrement ses racines togolaises, le parcours de champion d'Ariel inspire les fans à travers les continents. Un moment historique pour le Togo, l'Allemagne et le basketball africain

AUX DÉCIDEURS ...

Djamdè ou le pari du Togo de demain

À Djamdè, dans la préfecture de la Kozah, le gouvernement togolais n'a pas simplement tenu un séminaire de réflexion. Il a posé les jalons d'une ambition nationale qui dépasse les échéances politiques immédiates pour se projeter à l'horizon 2040. Derrière les échanges techniques et les analyses sectorielles se dessine une question fondamentale : comment transformer durablement l'économie togolaise pour offrir davantage d'opportunités, de prospérité et de bien-être aux populations ?

Le choix des thèmes abordés lors de cette retraite gouvernementale n'est pas anodin. Alors que de nombreux pays cherchent encore la formule idéale pour accélérer leur développement, le Togo semble avoir identifié deux leviers essentiels : le capital humain et la performance de l'État. Deux piliers souvent évoqués dans les stratégies de développement, mais dont la mise en œuvre reste le véritable défi.

L'accent mis sur le capital humain constitue sans doute l'un des enseignements majeurs de ce séminaire. Les infrastructures, les investissements et les réformes économiques demeurent indispensables, mais aucun pays n'a réussi sa transformation sans une population formée, qualifiée et capable d'innover. Le constat dressé à Djamdè est clair : l'inadéquation entre certaines formations et les besoins du marché du travail continue de freiner l'insertion professionnelle des jeunes et la compétitivité de l'économie.

Dans un contexte mondial marqué par les mutations technologiques, la digitalisation et l'émergence de nouvelles filières économiques, le développement des compétences n'est plus une option. Il devient une condition de survie économique. Former davantage, mais surtout former mieux, en lien étroit avec les besoins des entreprises et des secteurs porteurs, apparaît comme une priorité absolue.

L'intervention d'Ousmane Diagana est venue conforter cette vision. Son rappel selon lequel aucun pays n'a réussi sa transformation sans investir massivement dans l'éducation et les compétences résonne comme une vérité universelle. Le soutien réaffirmé de la Banque mondiale témoigne également de la crédibilité des réformes engagées par le Togo ces dernières années.

Mais le capital humain, à lui seul, ne suffit pas. Encore faut-il disposer d'institutions capables de transformer les ambitions en résultats. C'est tout le sens des discussions consacrées à la performance de l'action publique. Une administration efficace, coordonnée et redevable constitue le moteur indispensable de toute politique de développement. Les meilleures stratégies demeurent lettre morte lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de mécanismes rigoureux de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

Le mérite du séminaire de Djamdè est précisément d'avoir cherché à relier ces différents enjeux. Développement des compétences, réformes institutionnelles, attractivité économique, financement et gouvernance ne sont pas des chantiers isolés. Ils participent d'une même dynamique de transformation.

L'ambition affichée de doubler le niveau de vie moyen des Togolais d'ici 2040 est audacieuse. Elle ne pourra être atteinte que par une croissance forte, inclusive et durable. Elle exigera également de la constance dans les réformes, de la mobilisation des acteurs publics et privés, ainsi qu'une capacité permanente d'adaptation aux évolutions du contexte international.

Djamdè pourrait ainsi marquer un tournant. Non pas parce que toutes les réponses y ont été trouvées, mais parce qu'une conviction forte semble désormais partagée : la transformation du Togo ne dépendra pas uniquement des ressources dont dispose le pays, mais surtout de sa capacité à investir dans son peuple et à construire un État toujours plus performant au service du développement. C'est là que se joue véritablement le pari du Togo de demain.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Vie associative

L'Association des Femmes Chefs d'Entreprise du Togo fête son jubilé d'argent

L'Association des Femmes Chefs d'Entreprise du Togo (AFCET) a lancé, le 12 juin dernier à Lomé lors d'une conférence de presse, les festivités de son jubilé d'argent, marquant un quart de siècle d'actions en faveur du leadership économique féminin.

Les festivités du jubilé d'argent de l'association débutent ce 16 juin avec une conférence-débat consacrée au thème : « Les entreprises féminines à l'ère du numérique et du digital ». Elles vont prendre fin le 20 juin par une soirée de gala qui va rendre hommage aux pionnières, aux anciennes présidentes ainsi qu'aux partenaires ayant contribué, au fil des années, au rayonnement de l'AFCET depuis sa création. Créée en 2001, l'AFCET est née d'une ambition simple mais porteuse : offrir aux femmes chefs d'entreprise un cadre de solidarité, de représentation et d'action sociale.

L'association s'est ainsi donnée pour mission de porter leur voix et de les accompagner dans la prise en charge des défis du monde des affaires. « Leur vision était simple : permettre aux femmes entrepreneures de mieux s'organiser, renforcer leurs capacités, défendre leurs intérêts et contribuer pleinement au développement économique de notre pays. Une vision qui repose sur une conviction profonde, les femmes entrepreneures ne doivent pas être considérées comme de faibles bénéficiaires des politiques de développement, mais comme des actrices majeures de la transformation économique de notre pays », a déclaré Mme Annie Gonçalves Gbadoe (présidente de l'AFCET) lors d'une conférence de presse. L'association a participé à la mise en œuvre d'un programme



d'accompagnement et d'accélération de l'entrepreneuriat féminin, doté de plus de 400 millions de francs CFA, et a contribué à l'ouverture d'une ligne de crédit d'un milliard de FCFA destinée aux entreprises dirigées par des femmes. Selon sa présidente, plusieurs actions ont également été menées en faveur de l'inclusion économique des femmes. « Nous avons beaucoup fait pour l'entrepreneuriat féminin. Nous avons renforcé notre visibilité, en encourageant l'adhésion des femmes à l'AFCET et en créant de nombreuses opportunités pour elles. Nous continuons à nous battre pour donner davantage de visibilité aux femmes », a martelé Mme Annie Gonçalves Gbadoe. « Les défis restent nombreux, notamment le financement, la conquête de nouveaux marchés, la transformation locale, l'innovation, les exigences environnementales et la

compétitivité internationale », a-t-elle poursuivi. Face à ces enjeux, l'association entend renforcer son rôle de catalyseur de changement et de moteur de croissance inclusive. « 25 ans après sa création, l'AFCET demeure fidèle à sa mission fondatrice : rassembler les femmes qui entreprennent, les accompagner dans leur croissance et défendre leur place dans le développement économique mondial », a-t-elle ajouté.

L'informel entrave l'essor des femmes cheffes d'entreprise.

Malgré les avancées enregistrées, la présence des femmes dans le secteur informel demeure l'une des principales préoccupations. S'appuyant sur une étude, Mme Candide Lèguèdè, ancienne présidente de l'AFCET (2005-2010), a relevé que les femmes sont présentes dans tous les secteurs

d'activité au Togo comme ailleurs. « Dans les marchés, les femmes représentent environ 80 %. Mais la majorité évolue dans l'informel, ce qui limite leur accès aux grandes industries de capitalisation », a-t-elle indiqué, estimant que cette situation constitue un frein majeur à l'essor de l'entrepreneuriat féminin structuré. Le défi majeur de l'AFCET, a-t-elle ajouté, reste de favoriser la formalisation des

activités économiques des femmes afin de renforcer leur poids dans l'économie nationale. « Notre défi aujourd'hui avec l'AFCET est de promouvoir un entrepreneuriat féminin plus structuré et plus représentatif sur le plan économique », a souligné Mme Lèguèdè.

Assurer la relève tout en renforçant l'ancrage national

Le renouvellement généré

rationnel figure également parmi les priorités de l'AFCET pour les années à venir. L'association entend renforcer l'intégration des jeunes femmes entrepreneures et accompagner davantage de promotrices d'entreprises vers la formalisation de leurs activités. Selon Mme Valentine Sama, ancienne présidente de l'AFCET (2021-2025), cette orientation s'inscrit dans une vision à moyen terme visant à consolider les acquis de l'organisation et à assurer sa pérennité. « Nous allons intégrer davantage de femmes, notamment les jeunes entrepreneures, et les accompagner dans leur développement. La relève doit être assurée », a-t-elle insisté. Cette stratégie, envisagée sur les cinq prochaines années, a-t-elle mentionné, est essentielle pour renforcer la représentativité de l'association et garantir la continuité de son action en faveur de l'entrepreneuriat féminin.

André Baba



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

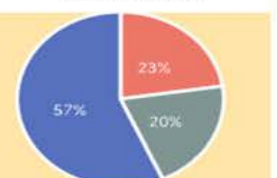
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

BOAD Development Days 2026

Luc Gnacadja plaide pour une finance climatique plus proche des territoires

À l'occasion des BOAD Development Days 2026 à Lomé, le maire de Cotonou, Luc M. C. Gnacadja, a appelé à une réorientation de la finance climatique vers les collectivités locales. Selon lui, l'efficacité des financements ne doit pas seulement être évaluée à l'aune des montants mobilisés, mais surtout de leur impact concret sur les territoires et les populations.

● Joël Yanclou

Une interpellation sur l'efficacité réelle des financements climatiques. Intervenant lors des BOAD Development Days 2026, organisés autour du thème « Bâtir l'avenir de l'UEMOA : financer un habitat durable, inclusif et moteur de souveraineté énergétique », le maire de la ville de Cotonou, Luc M. C. Gnacadja, a livré un plaidoyer en faveur d'une meilleure accessibilité des financements climatiques aux collectivités territoriales. Pour l'édile béninois, le succès de la finance climatique ne peut être apprécié uniquement à travers les montants annoncés ou engagés. Il estime que la véritable mesure de la performance réside dans la capacité des ressources mobilisées à atteindre les territoires qui mettent en œuvre les actions de transformation et à produire des résultats tangibles pour les populations. « Une finance climatique qui n'atteint pas les territoires qui agissent est une finance climatique qui n'atteint pas sa cible », a-t-il souligné devant les participants.

Les villes africaines face à un paradoxe financier

Le maire de Cotonou a exposé ce qu'il considère comme un paradoxe majeur du financement climatique international. Alors que des centaines de milliards de dollars sont régulièrement mobilisés pour soutenir la transition énergétique et l'adaptation aux changements climatiques, les villes africaines continuent de rencontrer de nombreuses



difficultés pour accéder à ces ressources. Pourtant, ce sont précisément ces collectivités qui se trouvent en première ligne face aux défis environnementaux. Elles assument quotidiennement des responsabilités essentielles dans des domaines stratégiques tels que l'urbanisme, l'habitat, la mobilité durable, la gestion des eaux pluviales, la végétalisation des espaces urbains ou encore l'efficacité énergétique. Selon Luc M. C. Gnacadja, les collectivités locales disposent d'importants leviers d'action pour accélérer la transition écologique et énergétique. Malgré cela, elles restent encore largement en marge des grands mécanismes de financement censés accompagner ces transformations.

Repenser les mécanismes d'accès aux ressources

Au-delà du constat, l'intervention du maire a également soulevé la responsabilité des institutions chargées de gérer les financements climatiques. Pour lui, les difficultés rencontrées par les villes ne traduisent pas uniquement une faiblesse des territoires. Elles révèlent également les limites des dispositifs actuels de distribution des

ressources financières. L'élu estime que le débat doit désormais dépasser la seule question du volume des fonds mobilisés pour s'intéresser à leur destination effective. La priorité devrait être de mesurer la part des financements qui parvient réellement aux collectivités capables de les convertir en résultats visibles, mesurables et durables. Cette réflexion rejoint les préoccupations croissantes des acteurs du développement qui appellent à une territorialisation plus forte des politiques climatiques afin d'améliorer leur efficacité et leur impact.

La transition énergétique se joue dans les territoires

En conclusion de son intervention, Luc M. C. Gnacadja a rappelé que les ambitions climatiques ne pourront être atteintes sans une implication accrue des villes et des collectivités locales. Selon lui, la transition énergétique ne se gagnera pas principalement dans les rapports financiers ou les salles de négociation internationales. Elle se construira avant tout dans les villes, les quartiers et les bâtiments où vivent les populations. À travers cette prise de position, le maire de Cotonou a lancé un appel en faveur d'une gouvernance financière plus inclusive, capable de rapprocher les ressources climatiques des acteurs territoriaux qui portent concrètement les transformations nécessaires à un développement durable en Afrique de l'Ouest.

Sécurité nucléaire et radiologique

Le Togo renforce son cadre juridique

Le Togo poursuit le renforcement de son dispositif de sûreté nucléaire et radiologique. Les députés ont adopté à l'unanimité mardi 9 juin en première lecture, quatre projets de loi autorisant l'adhésion du pays à des conventions internationales destinées à améliorer la prévention et la gestion des risques liés aux activités nucléaires et radiologiques.

Concrètement, les textes approuvés concernent la convention sur la sûreté nucléaire, la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, la convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et la convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique. Ces quatre instruments internationaux viennent ainsi consolider le cadre juridique national en matière de sûreté nucléaire et radiologique. Ils permettront au pays de renforcer

ses capacités de prévention et de gestion des risques, tout en favorisant une meilleure protection des populations, de l'environnement et des activités économiques face aux éventuels incidents ou accidents nucléaires. « Ces projets de loi traduisent une démarche cohérente : nous ne faisons pas que choisir une énergie d'avenir ; nous choisissons le plus haut standard de sécurité qui l'accompagne », a souligné le ministre en charge de l'Énergie, Robert Koffi Messan Eklo. Conformément aux dispositions du système

parlementaire bicaméral, les quatre textes seront envoyés au Sénat pour examen. S'ils sont validés par les sénateurs, ces textes reviendront devant les députés pour une adoption définitive. Notons que le Togo dispose depuis 2021 d'une Autorité de sûreté et de sécurité nucléaires (ANSSN) pour encadrer toutes les activités liées à l'utilisation du nucléaire sur le territoire. Le pays est également lié depuis 2020 par un accord-cadre de coopération technique avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

(Togo Officiel)



Kara

De nouveaux forages bientôt construits dans les zones cotonnières

La région de la Kara sera bientôt renforcée en infrastructures hydrauliques. La Nouvelle Société cotonnière du Togo (NSCT) et le Conseil régional de la Kara ont en effet procédé le mardi 9 juillet à la signature d'une convention-cadre de partenariat portant sur la réalisation de 10 forages d'eau potable dans les zones cotonnières de la région.

Concrètement, le partenariat prévoit la construction de forages d'eau potable au profit des communautés rurales vivant dans les zones de production cotonnière de la région de la Kara. Ces ouvrages seront réalisés de manière progressive sur une période de trois ans, avec trois forages prévus en 2026, trois autres en 2027 et quatre en 2028. Dans le détail, la NSCT assurera le financement intégral de ces ouvrages hydrauliques. Pour sa part, le conseil régional aura pour mission d'assurer la coordination institutionnelle du projet. Il sera également chargé de la mobilisation communautaire et de l'accompagnement des populations concernées, afin de garantir une appropriation locale des infrastructures. Les sites retenus

pour l'implantation des forages ont été identifiés en concertation avec les autorités locales, les collectivités territoriales et les représentants des communautés bénéficiaires. Un comité de pilotage conjoint sera mis en place pour assurer le suivi technique et administratif de l'exécution de la convention. L'initiative intervient dans un contexte de relance progressive de la filière cotonnière nationale, marquée par des efforts soutenus visant à

améliorer la productivité. Pour la campagne 2025-2026, la production de coton-graine est ressortie à 79.000 tonnes. La campagne précédente en avait enregistré 60.403 tonnes. Au-delà de la dimension infrastructurelle, la construction des nouveaux forages devrait contribuer à améliorer les conditions de vie des communautés rurales et renforcer l'attractivité de la culture du coton.

(Togo Officiel)



Togo

Une nouvelle stratégie de transformation économique et sociale

Réunis à Djamdè sous la conduite du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, les membres du gouvernement ont poursuivi leurs réflexions sur les fondements de la future stratégie nationale de développement. Capital humain, performance de l'État et croissance inclusive figurent au cœur des priorités définies pour accélérer la transformation du pays à l'horizon 2040.

● Joël Yanclo

Djamdè, cadre d'une réflexion stratégique pour l'avenir. Ouvert le 11 juin 2026 à Djamdè par Faure Essozimna Gnassingbé, le séminaire gouvernemental consacré à la transformation économique et sociale du Togo s'est poursuivi le lendemain avec des travaux approfondis sur les principaux leviers du développement national. Après une première journée consacrée aux mécanismes de transformation économique, les participants ont concentré leurs échanges sur deux piliers essentiels de la future stratégie nationale : le développement du capital humain et le renforcement des capacités de l'État. L'objectif est de doter le pays des outils nécessaires pour soutenir une croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois.

Le capital humain, moteur de la transformation

Au cœur des discussions figurait la question du développement des compétences et de leur adéquation avec les besoins des secteurs productifs. Les membres du gouvernement ont examiné les liens entre formation, employabilité et compétitivité économique, dans un contexte mar-



qué par l'émergence de nouveaux secteurs porteurs de croissance. Les échanges ont mis en évidence le décalage persistant entre certaines offres de formation technique et professionnelle et les besoins réels du marché du travail. Cette inadéquation constitue un frein à l'insertion professionnelle des jeunes et à la transformation structurelle de l'économie. Les participants ont ainsi plaidé pour un renforcement des passerelles entre les établissements de formation, les entreprises et les filières stratégiques afin de mieux préparer les futurs travailleurs aux exigences de l'économie moderne. Plusieurs expériences internationales réussies en matière d'éducation, de formation professionnelle et d'innovation ont également été analysées afin d'en tirer des enseignements adaptés au contexte

togolais.

La Banque mondiale réaffirme son soutien

La réflexion engagée à Djamdè bénéficie de l'appui des partenaires techniques et financiers du pays, notamment celui de la Banque mondiale, qui a accompagné les travaux d'analyse et de diagnostic ayant conduit à l'élaboration de cette nouvelle vision de développement. Invité du séminaire, Ousmane Diagana a souligné le rôle déterminant du capital humain dans toute dynamique de transformation économique durable. Selon lui, aucun pays n'a réussi sa mutation économique sans investir massivement dans l'éducation, les compétences et la formation professionnelle. Il a insisté sur la nécessité de renforcer l'apprentissage dès la pe-

tite enfance et de développer des systèmes de formation davantage connectés aux besoins du secteur privé. Le responsable de la Banque mondiale a également salué les réformes engagées par le Togo dans plusieurs domaines stratégiques, notamment la fiscalité, les zones économiques spéciales, l'énergie, l'agriculture et le foncier. Il a réaffirmé la disponibilité de l'institution à accompagner le pays dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie de développement.

Renforcer la performance de l'action publique



Les travaux ont également porté sur les capacités stratégiques et opérationnelles de l'État. Les participants ont examiné plusieurs pistes visant à améliorer la conception, la coordination et l'exécution des politiques publiques. Les discussions ont notamment mis l'accent sur le renforcement de la coordination interministérielle, l'accélération des réformes prioritaires et l'amélioration des mécanismes de suivi-évaluation. Inspirées d'expériences internationales reconnues, ces approches visent à garantir une meilleure efficacité de l'action publique et une plus grande redevabilité dans la mise en œuvre des programmes gouvernementaux. Les participants ont également réfléchi aux arrangements institutionnels susceptibles d'accroître la performance de l'administration et de soutenir les réformes structurelles nécessaires à la transformation du pays.

Une feuille de route pour atteindre les ambitions du Togo

Les travaux se sont achevés par une session

de synthèse destinée à consolider les recommandations formulées au cours des différentes sessions et à identifier les actions prioritaires à engager. Cette retraite gouvernementale, organisée autour de six sessions thématiques, constitue une étape stratégique dans la définition de la future politique de développement du Togo. Elle vise à assurer une cohérence entre les priorités sectorielles, les mécanismes de financement et les capacités institutionnelles nécessaires à leur mise en œuvre. À travers cette démarche, le gouvernement entend traduire les diagnostics techniques en décisions opérationnelles capables d'accélérer la transformation économique et sociale du pays. Parmi les ambitions affichées figurent le doublement du niveau de vie moyen des Togolais à l'horizon 2040, le développement des chaînes de valeur agro-industrielles et logistiques, le renforcement de l'attractivité économique du pays ainsi que l'amélioration durable des conditions de vie des populations.



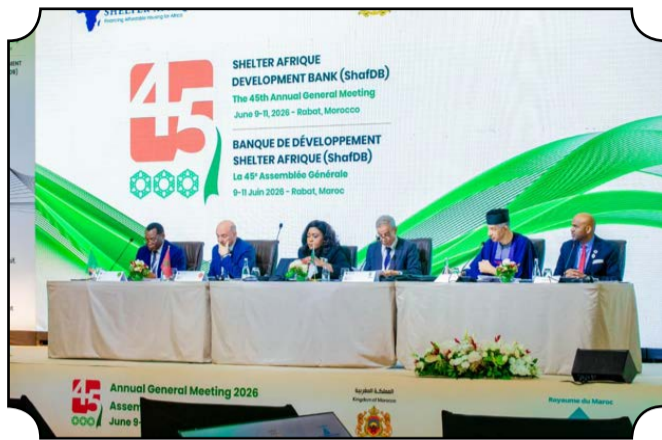
Banque de développement

Shelter Afrique affiche une croissance de 20 % de sa rentabilité

La Banque de développement Shelter Afrique (ShafDB) a annoncé de solides résultats financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, soulignant les progrès continus de l'institution vers la viabilité financière et son impact croissant dans le financement du logement abordable et du développement urbain à travers l'Afrique.

● Wilson Lawson

La Banque a enregistré un bénéfice global de 2,14 millions de dollars US, soit une augmentation de 20 % par rapport aux 1,79 million de dollars US déclarés en 2024. Cette amélioration des résultats s'explique par une forte croissance des activités de prêt, des sources de revenus stables, une meilleure performance de la trésorerie et des gains provenant d'investissements stratégiques. Au cours de l'année, la ShafDB a poursuivi une reprise modérée de la souscription de nouveaux dossiers. Les décaissements de prêts ont augmenté de 162 % pour atteindre 63 millions de dollars, contre 24,06 millions de dollars en 2024. Cela a contribué à une croissance de 29 % du



portefeuille net de prêts de la Banque, qui est passé de 134,78 millions de dollars à 174,08 millions de dollars. Le bilan de la Banque s'est encore renforcé, le total des actifs ayant augmenté de 12 % pour atteindre 235 millions de dollars US, contre 208 millions de dollars US l'année précédente. Les fonds propres ont également augmenté pour atteindre 176,09 millions de dollars US, soutenus par la génération de bénéfices et des souscriptions de capi-

tal supplémentaires de la part des actionnaires. Malgré une augmentation des charges d'exploitation liée à la transformation institutionnelle et à la croissance de ses activités, la ShafDB a enregistré un résultat global positif de 2,14 millions de dollars américains. Les revenus d'intérêts sont restés stables à 18,62 millions de dollars américains, reflétant la résilience des activités de prêt principales de la Banque.

L'étape la plus marquante pour l'institution en 2025 a été l'obtention d'une facilité concessionnelle de 120 millions de dollars auprès de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Cette facilité, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'augmentation de capital, est destinée à aider les États membres à normaliser leurs souscriptions et à ouvrir la voie à une notation de crédit de qualité « investment grade ». Au cours de l'année, la Banque a réussi à mobiliser un financement supplémentaire de 50 millions de dollars

US auprès de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), renforçant ainsi sa capacité à soutenir des projets de logements abordables et le développement des infrastructures urbaines à travers le continent. La ShafDB a également réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de sa stratégie de trésorerie et de marchés de capitaux. La Banque a réussi à se doter des capacités nécessaires pour structurer des solutions de financement synthétiques en monnaie locale, contribuant ainsi à atténuer les risques de change pour les emprunteurs et

à améliorer l'alignement entre les recettes des projets et les obligations de financement. Par ailleurs, les préparatifs sont bien avancés pour le premier programme d'obligations durables de la Banque en Afrique de l'Ouest, d'un montant de 60 milliards de francs CFA, ainsi que pour l'approbation de la mise en place d'un programme d'obligations durables en Afrique de l'Est, d'un montant de 500 millions de dollars américains, ce qui positionne les marchés de capitaux locaux comme une source importante de financement du développement à long terme.

Infrastructure de paiement

Sika Financial Group lève 2 millions \$

Grâce à un investissement d'amorçage réalisé par Aruwa Capital Management, Sika Financial Group prévoit d'élargir ses capacités de règlement, de compensation et de gestion de la liquidité. L'entreprise accompagne déjà des institutions financières opérant sur des marchés couvrant plus de 15 devises.

Sika Financial Group a obtenu un investissement d'amorçage de 2 millions de dollars de la part d'Aruwa Capital Management, dans le cadre d'une opération finalisée le lundi 8 juin. Ce financement a été réalisé via Aruwa Capital Fund II, le deuxième fonds de la société d'investissement basée à Lagos, doté de 40 millions de dollars et dédié au financement d'entreprises en phase de croissance au Nigeria et au Ghana. Cette opération constitue le cinquième investissement du fonds Aruwa Capital Fund II, après Yikodeen, Toasties, Onchek et Polysmart. Les ressources mobilisées permettront à Sika Financial Group d'accélérer son développement, notamment à travers l'extension de son empreinte réglementaire, le renforcement de ses capacités de compensation et de règlement, l'élargissement des corridors monétaires couverts



et le développement de ses infrastructures technologiques. Fondée en 2023 par Emmanuel Ashirifi, Sika Financial Group développe une infrastructure de compensation, de règlement, de liquidité et de données de marché destinée à faciliter les flux financiers transfrontaliers en Afrique et dans les pays du Sud. La société fournit aux institutions financières, entreprises, courtiers et prestataires de paiement des solutions leur permettant d'effectuer des transactions dans plusieurs devises à travers des marchés souvent fragmentés. Présente en Afrique, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient, Sika dispose de capacités de règlement couvrant plus de 15 monnaies.

Grâce à sa plateforme, elle propose des services de règlement de change, d'agrégation de liquidité, de compensation multilatérale, de règlement livraison contre paiement et de fourniture de données de marché. L'investissement d'Aruwa intervient dans un contexte marqué par l'accélération des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre les économies émergentes. Malgré cette dynamique, de nombreux marchés continuent de dépendre de réseaux de banques correspondantes, de relations bilatérales et de procédures de règlement qui augmentent les coûts et limitent l'accès à la liquidité.

Avec Agence Ecofin

Digitalisation du marché immobilier marocain

Agenz lève 5 millions USD auprès de Breega, Attijariwafa et Saviu

Agenz, la proptech marocaine spécialisée dans la donnée immobilière et la digitalisation des transactions, annonce une levée de fonds de 5 millions de dollars. Ce tour de table, sursouscrit, est co-dirigé par Breega, Attijariwafa Ventures et Saviu Ventures.

● Vivien Atakpabem

Fondée en 2021 par les frères Malik et Badr Belkeziz, Agenz développe une plateforme qui accompagne l'ensemble du parcours immobilier. Grâce à ses outils d'estimation, ses données de marché, ses solutions destinées aux professionnels et sa plateforme transactionnelle, l'entreprise contribue à rendre le marché immobilier marocain plus transparent, plus efficace et plus accessible. Cette opération intervient dans un contexte de forte croissance. Depuis le lancement de sa plateforme transactionnelle en 2023, l'entreprise a connu une adoption soutenue de ses solutions. En mai 2026, Agenz.ma a dépassé les 730 000 visites mensuelles, confirmant sa place parmi les principales plateformes immobilières du pays. Cette dynamique s'est accompagnée d'une forte progression des volumes de transactions réalisés via la plateforme, illustrant la solidité du modèle d'Agenz



et la valeur générée pour l'ensemble des acteurs de l'écosystème immobilier : particuliers, agents immobiliers, promoteurs, investisseurs et institutions financières. « Nous investissons dans les entreprises qui utilisent les grandes ruptures technologiques pour transformer durablement des secteurs clés de l'économie. Grâce à sa maîtrise de la donnée et de l'intelligence artificielle, Agenz ne se contente pas de digitaliser l'immobilier : l'entreprise repense en profondeur l'accès au logement et l'expérience immobilière au bénéfice des citoyens marocains. Nous sommes convaincus que l'équipe dispose de la vision et de la capacité d'exécution nécessaires pour bâtir un acteur de référence dans les années à venir », déclare Hamza Mikou, Directeur Général

d'Attijariwafa Ventures. « Agenz a su construire en quelques années seulement la plateforme qui manquait au secteur de l'immobilier marocain, en réunissant données, outils et transactions au sein d'une même expérience. Nous sommes convaincus que cette levée va leur permettre d'accélérer une transformation déjà bien engagée du marché », déclare Driss Ibenmansour, Partner chez Breega. Ce financement permettra à Agenz d'accélérer sa croissance en renforçant ses équipes, en poursuivant ses investissements technologiques et en enrichissant son offre de services, tout en plaçant la confiance, la transparence et la protection des données au cœur de son développement au Maroc et à l'international.

vendredi 12 juin 2026

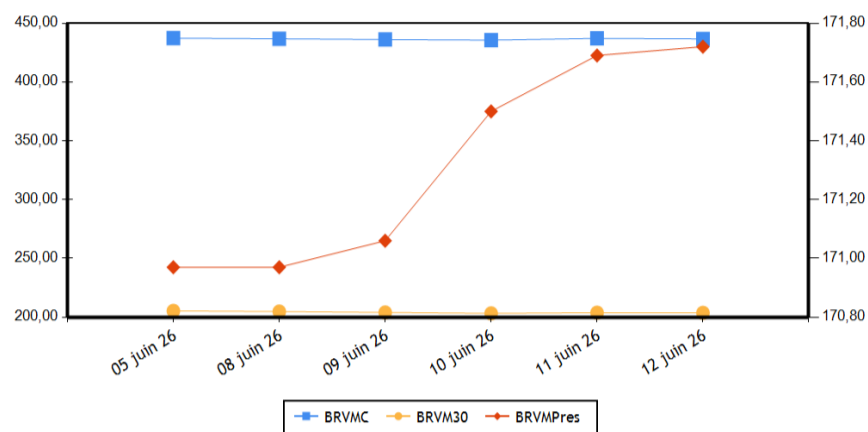
N° 109

BRVM COMPOSITE	436,60
Variation Jour	-0,09 %
Variation annuelle	26,28 %

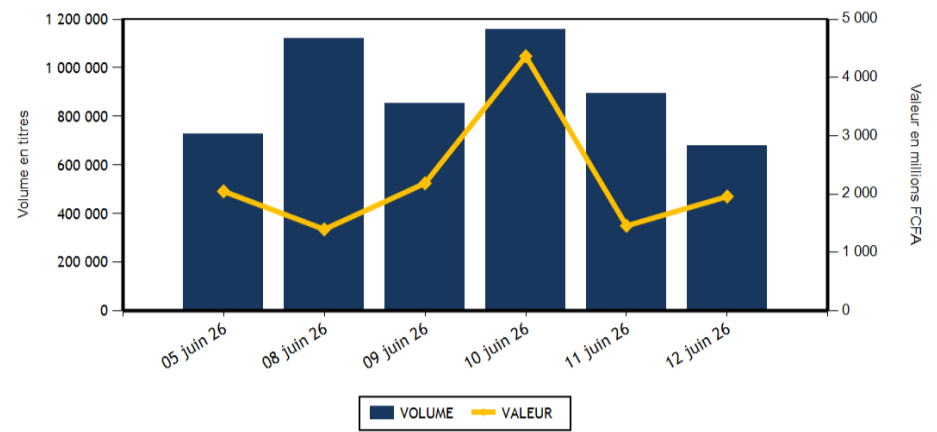
BRVM 30	203,69
Variation Jour	-0,07 %
Variation annuelle	22,53 %

BRVM PRESTIGE	171,72
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	19,04 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 819 278 896 234	-0,09 %
Volume échangé (Actions & Droits)	677 695	-23,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 957 937 552	45,51 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-41,38 %
Nombre de titres en baisse	17	30,77 %
Nombre de titres inchangés	13	160,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	2 115	4,44 %	76,25 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	3 195	3,90 %	201,42 %
SAPH CI (SPHC)	7 685	2,47 %	-2,72 %
SOLIBRA CI (SLBC)	39 000	1,30 %	34,95 %
PALM CI (PALC)	8 780	1,09 %	8,40 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	171,72	0,02 %	19,04 %	39 561	619 051 860	12,67
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	310,17	-0,32 %	42,51 %	638 134	1 338 885 692	16,36

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	172,54	-0,03 %	29,59 %	677 695	1 957 937 552	13,81

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	103,79	0,10 %	9,37 %	9 200	190 417 900	10,23
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	193,33	0,05 %	11,74 %	25 451	63 156 995	53,78
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	199,71	-0,44 %	36,92 %	536 743	1 067 809 542	13,94
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	281,91	0,36 %	30,47 %	30 331	432 003 790	9,94
BRVM - INDUSTRIELS	6	205,53	-0,34 %	55,32 %	62 469	140 018 915	22,66
BRVM - ENERGIE	4	154,99	0,43 %	39,74 %	6 402	26 227 640	17,28
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	223,73	0,15 %	111,27 %	7 099	38 302 770	20,57

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,81
Taux de rendement moyen du marché	6,22
Taux de rentabilité moyen du marché	6,20
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	212
Volume moyen annuel par séance	1 699 870,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 831 268 427,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	21,59
Ratio moyen de satisfaction	20,05
Ratio moyen de tendance	92,84
Ratio moyen de couverture	107,71
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	1,49
Nombre de SGI participantes	34

Etats-Unis

Rachat de Warner par Paramount pour 111 milliards de dollars

Un nouveau géant des médias est en marche ! Le rachat de Warner Bros Discovery par Paramount Skydance, approuvé par le ministère américain de la Justice pour 111 milliards de dollars, promet de bouleverser le paysage. Mais des enquêtes et oppositions menacent encore ce projet colossal.

Le ministère américain de la Justice a approuvé vendredi le rachat du studio hollywoodien Warner Bros Discovery par le conglomérat Paramount Skydance, ouvrant la voie à cette mégafusion pour environ 111 milliards de dollars, qui doit donner naissance à un nouveau géant des médias. Au terme d'une enquête de huit mois, la division antitrust du ministère a conclu que l'opération n'était "pas susceptible de nuire à la concurrence ni aux consommateurs américains", que ce soit dans le streaming, la télévision ou la production et la distribution de films en salles, selon un communiqué. Elle a donc renoncé à la contester, sans exiger de cessions d'actifs ni d'engagements. Le ministère va plus loin : selon lui, la fusion devrait avoir pour



effet "d'accroître la compétition dans l'ensemble de l'écosystème des médias et du divertissement, avec des bénéfices pour les consommateurs et les travailleurs américains". Il souligne que Paramount et Warner sont des entrants "historiquement tardifs" dans le streaming par abonnement. Leurs plateformes Paramount+, HBO Max et discovery+ comptent moins d'abonnés que les trois leaders du secteur, Netflix, Amazon Prime et Disney+. Le nouvel ensemble offrirait donc une alternative plus robuste à ces géants, selon le ministère. Une large

partie d'Hollywood s'oppose pourtant à ce rachat, craignant des suppressions d'emplois massives dans une industrie qui a déjà connu plusieurs vagues de fusions et de licenciements. Des inquiétudes balayées par le ministère, pour qui ces "préoccupations exprimées en matière d'emploi ne soulèvent pas de problèmes relevant du droit de la concurrence". Ce feu vert lève le principal obstacle réglementaire fédéral à la fusion des rivaux historiques, qui comptent tous les deux parmi les cinq plus grands studios d'Hollywood.

LT (avec AFP)

Réforme du marché du carbone européen

La grande revanche des industriels

À un mois d'une réforme clé du marché du carbone européen, la chimie allemande, Rome et plusieurs pays très carbonés accentuent la pression pour desserrer l'étau de l'ETS. Entre quotas gratuits prolongés, report d'ETS2 et débat sur le prix du CO2, Bruxelles joue l'équilibriste sous la menace d'une désindustrialisation accélérée et d'un recul climatique.

À Bruxelles, la bataille autour de la réforme du marché du carbone entre dans sa phase décisive : les chefs d'État ont demandé à la Commission de présenter d'ici à juillet un projet de refonte du système d'échange de quotas d'émissions (SEQE, ETS en anglais), alors que plusieurs capitales et l'industrie lourde réclament un allègement du coût du CO2 sur fond de crise énergétique et de peur de désindustrialisation. Mis en place en 2005, le marché européen du carbone repose sur un principe simple : Bruxelles fixe un plafond d'émissions et les producteurs d'électricité comme les industries les plus émettrices doivent acheter ou détenir des quotas pour couvrir leur gaz carbonique. Le volume total de quotas baisse au fil du temps afin



de faire monter la pression économique sur les installations les plus polluantes. C'est cette mécanique qui a fait du prix du carbone un signal central pour l'investissement industriel et énergétique en Europe.

Ce que demandent la chimie allemande et les industriels

Le cœur de la fronde porte sur la disparition programmée des quotas gratuits entre 2026 et 2034. Pour les industriels les plus exposés, cette trajectoire est devenue le symbole d'un cadre climatique jugé trop rigide face à la compétition mondiale. Berlin a lui-même donné du poids

à cette offensive en mettant en avant une stratégie de soutien à sa chimie, secteur clé mais fragilisé, qui passe aussi par une discussion sur le coût du carbone et sur le prix de l'électricité. Les demandes industrielles sont désormais connues : prolonger les quotas gratuits au-delà de 2034, réduire la vitesse de baisse du plafond global d'émissions et mieux encadrer un prix du CO2 jugé trop volatil. Une partie du patronat réclame aussi de limiter le rôle des acteurs financiers dans le marché carbone, accusés d'alimenter la spéculation et la volatilité des prix.

(Avec agences)

Du Texas au Nigeria

Comment l'Europe sécurise ses approvisionnements en kérosène pour cet été

La fermeture du détroit d'Ormuz a brutalement rebattu les cartes du kérosène mondial, obligeant l'Europe à s'appuyer sur de nouvelles routes d'approvisionnement pour maintenir ses avions en vol.

Cet été, si vous prenez l'avion en Europe, le carburant qui alimente les moteurs n'aura plus tout à fait la même origine que l'an dernier. En l'espace de quelques mois, la géographie du kérosène européen s'est discrètement mais profondément transformée, afin d'éviter l'accident industriel tant redouté : la pénurie. Une part croissante des importations arrive désormais des raffineries américaines du Golfe du Mexique, du gigantesque complexe de Dangote au Nigeria ou encore du port saoudien de Yanbu, sur la mer Rouge. Dans le même temps, appâtées par les gains possibles, les raffineries européennes tournent à plein régime pour produire davantage de « jet A-1 », l'autre petit nom du carburant aérien. Avant le conflit iranien, le Moyen-Orient occupait une place centrale, quasi structurante, dans le ravitaillement des aéroports européens.

Le Nigeria, nouveau fournisseur stratégique

Deuxième pilier : le Nigeria. Avec la montée en puissance de la raffinerie



Dangote, la plus grande d'Afrique, le pays est devenu en quelques mois un fournisseur incontournable pour l'Europe. Une bascule rapide, presque inattendue. Vortexa décrit l'Afrique de l'Ouest comme « un nouveau fournisseur notable » du marché européen. Le cabinet précise que « le kérosène a représenté plus de 90 % des exportations de distillats moyens de l'Afrique depuis avril, entièrement issues de la raffinerie Dangote au Nigeria ». Selon Kpler, le redémarrage complet de certaines unités du complexe nigérian a permis d'ajouter environ 40.000 barils par jour de kérosène à destination de l'Europe. Une route marginale hier, devenue essentielle aujourd'hui.

Une accalmie sous conditions

Avec latribune.fr

Sport amateur

La start-up Rematch est toujours en quête de rentabilité

La jeune pousse bordelaise, qui collecte et diffuse les plus belles actions du sport amateur, va déployer son modèle dans une centaine de pays.

Les vidéos de Rematch ont été visionnées plus d'un milliard de fois. Relayer les temps forts du sport amateur n'est pas encore rentable, mais le modèle fonctionne. C'est en somme la leçon tirée par la start-up bordelaise après huit ans d'activité et l'annonce de sa quatrième levée de fonds. Cette application et plateforme, qui s'appuie sur les bénévoles des clubs pour filmer et diffuser les tops et les flops des terrains de sport, vient de récolter 3 millions d'euros auprès de ses investisseurs historiques (Intervalle Capital, Stéphanie Gottlieb-Zeh, Rightbear Holding et Bpi-



france).

Les parents en ébullition

L'engouement s'est exprimé en particulier dans le sport universitaire, où les parents jouent des coudes en bord de terrain pour filmer leur progéniture, espérant qu'il ou elle, à la faveur d'un coup de génie, se retrouvera dans les

highlights de la semaine. Rematch joue ainsi sur la course au beau geste et la viralité des contenus, grâce à une application dotée d'une mémoire tampon capable de publier immédiatement sur la plateforme les quinze dernières secondes filmées. Offrir une telle visibilité au sport amateur crée beaucoup d'émulation.

Avec latribune.fr



Le commerce en ligne transforme-t-il durablement les habitudes de consommation ?

Par Carmen Madjé Akakpo

Du smartphone au panier d'achat, le commerce en ligne s'est imposé dans le quotidien de millions de consommateurs. Derrière cette simplicité apparente se cache une profonde transformation économique qui influence les comportements d'achat, les entreprises et les modèles commerciaux. Décryptage d'un phénomène appelé à durer.

Chaque jour, des millions de consommateurs effectuent des achats sans quitter leur domicile. Un téléphone portable, une paire de chaussures, des vêtements ou même des produits alimentaires peuvent désormais être commandés en quelques clics. Ce phénomène, qui semblait encore marginal il y a quelques années, est devenu une réalité économique majeure. Mais au-delà de la commodité qu'il offre, le commerce en ligne transforme-t-il durablement nos habitudes de consommation ?

Le développement du numérique a profondément modifié la manière dont les consommateurs recherchent, comparent et achètent les produits. Grâce aux plateformes de commerce électronique, l'information est accessible instantanément. Avant un achat, il est désormais possible de comparer les prix, de consulter les avis d'autres utilisateurs et d'évaluer différentes offres sans se déplacer.

Cette facilité d'accès influence directement le comportement des consommateurs. Les achats deviennent plus



rapides, plus fréquents et parfois plus impulsifs. Les algorithmes des plateformes numériques proposent continuellement des produits adaptés aux préférences de chaque utilisateur, renforçant ainsi les opportunités de consommation. La pandémie de Covid-19 a accéléré cette transformation à l'échelle mondiale. Contraints de limiter leurs déplacements, de nombreux consommateurs se sont tournés vers les achats en ligne. Une fois les restrictions levées, une grande partie de ces nouvelles habitudes s'est maintenue, confirmant que le commerce électronique répond à un besoin durable de simplicité et de rapidité.

Au Togo comme dans plusieurs pays africains, cette évolution est favorisée par la progression de l'accès à Internet, l'utilisation croissante des smartphones

et le développement des solutions de paiement mobile. Ces innovations créent de nouvelles opportunités pour les entreprises locales qui peuvent désormais atteindre une clientèle plus vaste tout en réduisant certains coûts liés à la commercialisation de leurs produits.

Toutefois, le commerce en ligne ne remplace pas entièrement les magasins physiques. De nombreux consommateurs continuent d'apprécier le contact direct avec les produits, les conseils personnalisés et l'expérience d'achat offerte par les commerces traditionnels. L'avenir du commerce semble donc s'orienter vers un modèle hybride où le numérique et le commerce physique se

complètent. Les entreprises capables de combiner efficacement ces deux approches disposeront d'un avantage compétitif important.

À bien des égards, le commerce en ligne ne constitue plus une simple innovation technologique. Il représente une transformation profonde des comportements économiques et des habitudes de consommation. Plus qu'un changement de canal d'achat, il redéfinit progressivement la relation entre les consommateurs, les entreprises et le marché.

LA MINUTEECO

Le succès du commerce en ligne s'explique notamment par sa capacité à faire gagner du temps et à réduire les coûts pour les consommateurs comme pour les entreprises. C'est ce que les économistes appellent un gain d'efficacité économique.



HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances seront protégées dans l'ensemble. Mais attention : Pluton, la planète qui influence en ce moment le secteur argent de votre thème, est une planète qui ne fait pas dans la demi-mesure. Autant vous pourrez arrondir votre bas de laine si vous êtes prudent, autant agir sur des coups de tête pourra vous mettre dans une situation périlleuse.

Taureau Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus). On peut parfaitement vivre heureux avec peu à condition, bien entendu, de savoir choisir ses objectifs et de faire preuve d'imagination dans le choix des moyens pour y parvenir.

Gémeaux Vous bénéficierez de nombreux coups de chance aujourd'hui. Vous pourrez par exemple effectuer une transaction qui se révélera fort lucrative à long terme.

Cancer La Lune aiguë vos intuitions sur le plan financier. Vos décisions seront les meilleures possibles. La gestion de vos finances ne supportera pas d'à peu près. Il faudra, au contraire, faire preuve d'une rigueur extrême, sinon vous aurez très rapidement des problèmes. Soyez plus fourmi que cigale.

Lion Vous ne devriez en principe rencontrer aucune difficulté sur le front financier. Les planètes n'influenceront pas les secteurs de votre thème liés à l'argent, ce qui vous mettra à l'abri des problèmes, mais ce qui vous privera aussi du soutien de la chance. Ce sera donc le train-train habituel. Si vous êtes raisonnable, vous parviendrez à faire quelques économies.

Vierge Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Balance A vous les placements fructueux et les opérations financières juteuses. Il faut dire que vous vous donnez tant de mal pour faire prospérer vos ressources. Vous saurez doser très habilement l'audace et la prudence. Le résultat sera superbe.

Scorpion Vos craintes concernant les ressources matérielles seront ravivées. Pourtant, ce n'est pas en vous lançant dans des placements à haut risque que vous vous mettez à l'abri. Ne pensez pas à un avenir trop lointain.

Sagittaire Votre vie matérielle sera sans nuages. Amélioration de vos rentrées mensuelles ou meilleur train de vie. Ceux qui avaient auparavant des problèmes financiers auront toutes les chances de les résoudre de manière satisfaisante. Ceux qui ont des dettes pesantes s'en verront délivrés et pourront commencer à faire de vraies économies.

Capricorne Avancez à pas comptés : voilà qui vous évitera de compromettre l'équilibre de votre situation matérielle. Si vous vous lancez dans des transactions trop audacieuses ou mal préparées, gare au désastre !

Verseau Vous êtes de ceux qui ont su s'adapter au monde moderne, et vous en recevez les fruits depuis quelque temps. Uranus a dynamisé votre gestion financière, et cette évolution bénéfique se poursuivra encore longtemps. Hormis cette influence majeure, votre Ciel sera assez neutre en matière d'argent.

Poisson Tout le monde, y compris les plus riches, a besoin de renflouer sa trésorerie. Mais méfiez-vous de l'argent apparemment facile comme de la peste : ne comptez pas sur les jeux de hasard pour résoudre vos problèmes pécuniaires ; ne foncez pas non plus tête baissée dans les pièges de toutes sortes qui consistent à vous promettre des fortunes en vous obligeant à déboursier d'abord.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Comité de Politique Monétaire

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°02/2026
DE LA RÉUNION ORDINAIRE DU COMITÉ DE POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA BCEAO
TENUE LE 10 JUIN 2026**

1. Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 10 juin 2026, de maintenir le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques à 3,00%, ainsi que le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00%, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2026. Le Comité a également décidé de maintenir à 3,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements assujettis de l'Union.
2. Ces décisions résultent de l'analyse de la conjoncture internationale, de l'évolution des prix, de l'activité économique et de la situation extérieure de l'Union ainsi que des risques à court terme.
3. L'économie mondiale est restée dynamique durant les premiers mois de 2026, malgré un environnement international marqué par l'accentuation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, avec notamment la hausse des prix de l'énergie et du fret.
4. Dans l'Union, le taux d'inflation s'est établi à -0,2% au premier trimestre 2026, après -0,8% un trimestre plus tôt. Pour l'année 2026, il devrait s'établir à 1,6%, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés. Les risques d'une augmentation plus importante des prix demeurent, en lien avec une éventuelle poursuite du conflit au Moyen-Orient.
5. L'activité économique dans l'Union est restée robuste au premier trimestre 2026, avec une croissance estimée à 6,1% en glissement annuel, après 6,5% le trimestre précédent. Cette évolution a été soutenue par les performances de l'ensemble des secteurs en particulier celui des industries extractives et manufacturières, et la bonne tenue de la campagne agricole. Les crédits à l'économie ont augmenté de 4,4% à fin mars 2026. Pour l'année 2026, la croissance économique est attendue à 6,1% après 6,5% enregistrée en 2025.
6. La position extérieure de l'Union s'est renforcée au cours du premier trimestre 2026, du fait notamment de la progression de la valeur des exportations des produits pétroliers, d'or et de cacao, et de la mobilisation de ressources extérieures par les États membres.
7. Le Comité de Politique Monétaire continuera d'accorder une attention particulière aux risques sur l'évolution des prix. Il prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire et financière de l'Union.

Fait à Dakar, le 10 juin 2026

Le Président,

Jean-Claude Kassi BROU

HARC

Rappel à l'ordre sur le contrôle préalable des contenus publicitaires

La Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (HARC) a rappelé aux producteurs, diffuseurs et agences de publicité l'obligation de soumettre au préalable leurs contenus publicitaires à son contrôle avant toute publication ou diffusion.

Dans un communiqué en date du 11 juin 2026, l'institution indique avoir constaté l'affichage et la publication de contenus publicitaires dans des espaces publics et sur certains médias sans son avis préalable, en violation des dispositions légales en vigueur. La HARC souligne que, conformément à la loi organique n° 2018-029 du 10 décembre 2018, elle est chargée d'exercer un contrôle sur l'objet et le contenu des messages publicitaires avant leur publication ou leur diffusion. Ce contrôle porte également sur les textes et les images des affiches publicitaires. Selon l'autorité de régulation, cette procédure vise à s'assurer que les contenus publicitaires respectent les



prescriptions légales, ne concernent pas des produits dont la publicité est interdite, ne portent pas atteinte aux valeurs et traditions nationales, ne heurtent pas les convictions religieuses, philosophiques ou politiques du public et tiennent compte de la protection des femmes, des enfants et des adolescents. La HARC rappelle que ce contrôle préalable est obligatoire, quel que soit le support utilisé. Elle invite ainsi les autorités administra-

tives à veiller à ce que toute affiche publicitaire soit préalablement visée par l'institution avant son autorisation d'affichage. Elle exhorte également les organes de presse et les médias audiovisuels à s'assurer que les messages publicitaires disposent du visa de la HARC avant toute publication ou diffusion. Par ailleurs, la HARC appelle les sociétés et agences de publicité à se conformer aux exigences relatives à l'obtention ou au renouvellement des autorisations d'installation, d'exploitation ou de production de produits publicitaires, sous peine de sanctions prévues par l'article 152 du Code de la presse et de la communication en République togolaise.

Avec ATOP/La Rédaction

Gouvernance locale

La 2ème conférence administrative préfectorale tenue à Agoè-Nyivé

Agoè-Nyivé, 13 juin (ATOP) – Le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi, a présidé, le vendredi 12 juin 2026, la 2ème conférence administrative préfectorale.

Cette rencontre a réuni les chefs des services déconcentrés ainsi que les autres acteurs concernés de la préfecture. Elle s'inscrit dans le cadre de dispositions relatives aux attributions et à la composition des membres des conférences préfectorales. Les travaux ont permis aux chefs des services déconcentrés, les représentants de la chefferie traditionnelle, ainsi que d'autres acteurs de présenter leurs rapports d'activités trimestriels. Le préfet d'Agoè-Nyivé, président de la conférence préfectorale, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi, a mis l'accent sur les attributions administratives de cette instance. Il a rappelé les principales innovations introduites par le nouvel arrêté, qui remplace celui relatif à la phase pilote des conférences administratives régionales et préfectorales.



Le préfet a souligné que l'article premier du nouvel arrêté fixe désormais à une année la durée de la phase pilote. Il a également indiqué que les préfectures de la Kozah, de la Kéran, d'Assoli, de Dankpen et de Doufelgou ont été ajoutées à la région de la Kara. « L'article 2 du nouvel arrêté distingue désormais deux catégories de conférences administratives, à savoir les conférences administratives régionales et les conférences administratives préfectorales », a-t-il ajouté. Le représentant du pouvoir central a précisé que l'article 14 de l'ancien arrêté, relatif à la composition des membres

de la conférence préfectorale, devient l'article 11 dans le nouveau texte. Cette nouvelle disposition prend en compte un représentant des organisations de la société civile de la préfecture et réduit de cinq à deux le nombre des représentants du conseil préfectoral de la chefferie traditionnelle, limité désormais au président et au rapporteur. Le président a également expliqué que l'article 17 de l'ancien arrêté, devenu l'article 13 du nouveau texte, prévoit l'organisation des sessions ordinaires et extraordinaires.

Avec ATOP/ASA/AR/KYA

Coupe du Monde 2026 :

Résultats & Calendrier

jeudi 11 juin 2026

Groupe A Mexique 2 : 0 Afrique du Sud

vendredi 12 juin 2026

Groupe A Corée du Sud 2 : 1 Rép. Tchèque

Groupe B Canada 1 : 1 Bosnie Herzeg.

samedi 13 juin 2026

Groupe D Etats-Unis 4 : 1 Paraguay

Groupe B Qatar 1 : 1 Suisse

dimanche 14 juin 2026

Groupe C Brésil 1 : 1 Maroc

Groupe C Haïti 0 : 1 Ecosse

Groupe D Australie 2 : 0 Turquie

lundi 15 juin 2026

Groupe H Espagne 18:00 Cap Vert

Groupe G Belgique 21:00 Egypte

Groupe H Ar. Saoudite 00:00* Uruguay

Groupe G Iran 03:00* Nlle Zélande

* match dans la nuit du 15 au 16

mardi 16 juin 2026

Groupe I France 21:00 Sénégal

Groupe I Irak 00:00* Norvège

Groupe J Argentine 03:00* Algérie

Groupe J Autriche 06:00* Jordanie

* match dans la nuit du 16 au 17

Blitta / Environnement

L'ONG CARD replante 200 arbres à Yaloumbè

200 plants de melinas ont été replantés, le vendredi 12 juin, sur 13 ha à Yaloumbè, au lancement d'une opération de replantation dans ce canton de la commune Blitta 1.

C'est une initiative de l'ONG Comité d'action pour la recherche et le développement (CARD), en collaboration avec la population dudit canton. Elle s'inscrit dans le cadre du projet « Plan de reboisement compensatoire de la centrale photovoltaïque Sheikh Mohamed Bin Zayed de Blitta ». Cette activité répond à la sollicitation des chefs traditionnels des sites des forêts communautaires, qui avaient bénéficié des reboisements sur la phase 3 dudit projet. Ils ont souhaité un rechargement de ces sites où les plants n'avaient pas tota-

lement réussi. Le directeur exécutif de l'ONG CARD, Moussa Stanislas a lancé cette activité qui a mobilisé des autorités traditionnelles, des responsables des associations, des Comités villageois de développement et Comités cantonaux de développement et la population. M. Moussa a souligné que ce rechargement vient appuyer le gouvernement dans sa politique de protection de l'environnement. Il a annoncé un renforcement du suivi pour garantir la survie des plants. Le directeur a exhorté chacun à planter les arbres pour limiter les effets des changements climatiques qui impactent sur

la pluviométrie et les activités agricoles. M. Moussa a confié que le projet s'activera, progressivement, à replanter les arbres manquants dans toutes les forêts communautaires de la préfecture de Blitta. Depuis sa création en 1994, l'ONG CARD travaille pour un développement intégré dans les communautés à la base. Elle agit dans la mise en œuvre des projets et programmes, notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, la promotion de la femme et la création des aires protégées

Avec ATOP/SF/MEK/AR



MIAPO BOLOU D'MABOL

VIVEZ LE FOOT
AVEC
STYLE

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL



BB LOMÉ S.A

* Prix de vente détaillé conseillé • Pratiquez une activité physique régulière • Produits disponibles 0643 504130 d et canettes